BUDGET 2026 :

SOUFFRANCE GARANTIE POUR LES SALARIÉS ET LES JEUNES DES MISSIONS LOCALES

GOUVERNEMENT - UNML : UNE COMPLICITÉ ENTRE ÉLUS

Saigner la population pour engraisser les riches : C'est la régression sociale « signée Macron »
211 milliards d'assistanat pour les entreprises sans compensation chaque année mais pour 2026 la Macronie va continuer à s'abattre sur la population au profit des plus riches comme cela se passe depuis 2017.
Les Budgets 2026 (PLF et PLFSS) ce sont surtout des coups portés à nos conditions de vies, à nos conditions de travail et à notre santé. Ces projets de Loi de finances s'attaquent toujours plus aux jeunes et aux précaires : Santé, prestations sociales, Pensions de retraites, Indemnités maladie, Rémunérations des apprentis, etc ...Tout y passe dans le but de détruire notre système de protection sociale, notre modèle social. C'est d'abord cela qu'il faut dénoncer et combattre !

Pour la CGT, Il faut taxer les riches et dénoncer le Budget de la Macronie pour 2026 !

La Jeunesse : toujours visée malgré sa situation qui se dégrade !
La jeunesse est toujours ciblée alors que la santé mentale des jeunes se dégrade puisque 50 % des jeunes expriment un fort sentiment d' « angoisse » en pensant à leur situation actuelle et à leur avenir (sondage Secours Populaire/Ipsos), le CESE tire également la sonnette d'alarme sur la santé mentale des jeunes en France. Selon le Haut-Commissariat au Plan « dans la hiérarchie des âges, il y a un vrai recul de la jeunesse. » et son insertion professionnelle s'est fragilisée.

Les salariés des missions locales en première ligne : saluons leur courage et leur travail !
Dire que la Jeunesse est sacrifiée c'est bien, mais encourager les salariés des missions locales c'est mieux ! L'activité des salariés des missions locales ne s'est jamais démentie, ni durant le Covid, ni durant la transition entre la Garantie Jeunes et le CEJ. Malgré cela, le patronat UNML en fait sa variable d'ajustement en favorisant les embauches en CDD et en n'augmentant pas les salaires malgré l'évolution du coût de la vie !

La Loi Plein Emploi permet de justifier les baisses de crédits et détruit nos métiers, il faut l'abroger !
Rappelons que la Loi plein Emploi avec la création de France Travail et du réseau pour l'emploi (RPE) permettent de justifier les baisses et les suppressions de subventions des missions locales par les collectivités territoriales. Cette Loi Plein Emploi soutenue par l'UNML est la cause de la destruction de nos métiers et par voie de conséquence des missions locales absorbées par le référentiel métier France Travail. L'UNML a tout validé !

Endormie par la Macronie et la Loi Plein Emploi, l'UNML se réveille trop tard !
La CGT a constaté depuis 2017 un lâche abandon des missions locales par un syndicat Patronal (UNML) charmé par les sirènes de la Start-Up Nation et de son outil RH : France Travail. L'UNML a salué la Loi pour le Plein Emploi qui en fini avec le Service Public de l'Emploi pour n'en faire qu'un Réseau à la solde de France Travail au service unique des entreprises, transformant ses conseillers en contrôleurs des plus précaires. (Voir la « CGT Accuse »)

L'UNML lance son plan de licenciement comme argument !
En pleine désillusion, les patrons affichent la menace d'un odieux chantage à la suppression plus de 1000 ETP. L'UNML n'a aucun état d'âme pour les salariés du réseau et planifie un plan de licenciement qui va directement encourager les Directions à dégager ceux qui travaillent auprès des jeunes.
Exiger de taxer les riches ? Dénoncer le gouvernement Macron ? NON, l'UNML préfère informer qu'elle va encourager les licenciements !

Qui veut encore financer les missions locales ?
Désormais c'est à qui supprimera ses subventions aux missions locales à tous les niveaux : Communal, Départemental, Régional, National. Mais qui a laissé chaque mission locale, isolée, face à l'État et à ses autres financeurs plutôt que de les unifier dans un établissement unique comme le revendique la CGT avec une Agence Nationale pour l'Accompagnement et l'Insertion des Jeunes (ANAIJ) ?

Rôle des élus qui nous gouvernent !
À quoi servent les Conseils d'Administration, présidés par les adhérents de l'UNML sinon à constater le désengagement des financeurs qui constituent les missions locales !
Et pourtant à chaque fois ce sont des assemblées d'élus qui décident au Sénat et à l'Assemblée Nationale et qui sont du même camp que ceux de l'UNML. !

LES MISSIONS LOCALES ET LEURS MISSIONS SONT INSCRITES DANS LE CODE DU TRAVAIL, ELLES DOIVENT ÊTRE FINANCÉES COMME LE SEUL ACTEUR INDISPENSABLE À L'ACCOMPAGNEMENT DE LA JEUNESSE !

IL FAUT RÉUNIR LES MISSIONS LOCALES DANS UNE AGENCE NATIONALE (ANAIJ)

CONTRE LES PROJETS DE LOI DE FINANCES DU GOUVERNEMENT MACRON

CONTRE LA LOI PLEIN EMPLOI

CONTRE LE CHANTAGE AUX LICENCIEMENTS

POUR LA TAXATION DES RICHES

POUR LA FIN DE L'ASSISTANAT AVEUGLE DES ENTREPRISES

Montreuil, le 30 Octobre 2025